

Avis voté en plénière le 8 novembre 2011

# Les négociations climatiques internationales à l'aune de la conférence de Durban

## Déclaration du groupe de l'agriculture

Pour le secteur agricole, les enjeux du changement climatique sont immenses. Les agriculteurs sont en permanence tournés vers le ciel et les aléas climatiques font partie de notre métier. L'augmentation de ces aléas est pour nous une préoccupation de premier ordre. La gestion des risques climatiques est un élément essentiel de la gestion d'une exploitation. Nous voulons aussi citer la question de la gestion de l'eau qui est pour nous indissociable du sujet traité.

Les professionnels de l'agriculture suivent avec beaucoup d'intérêt, depuis 1992, les discussions internationales et européennes sur ce sujet.

Parmi les préconisations présentées, nous souhaitons insister sur deux d'entre elles.

La première est relative à la défense de la politique industrielle européenne. Le groupe de l'agriculture soutient pleinement ce positionnement en faveur du maintien d'un appareil productif local. Il est en effet indispensable de soutenir la dynamique économique. Et pour qu'elle s'accorde avec le changement climatique, il faut à tout prix renforcer les politiques de recherche et développement. Encourager l'innovation est tout à fait déterminant.

Le second point est celui relatif au secteur agricole. Pour que l'agriculture soit partie intégrante des négociations climatiques deux conditions sont nécessaires :

- tout d'abord, il faut reconnaître les apports du secteur agricole en la matière. Certains sont directement appréciables, d'autres ont des effets indirects qu'il faut prendre en compte (stockage du carbone, production d'énergies alternatives, élaboration de matériaux biodégradables par exemple) ;
- ensuite, il faut reconnaître les contraintes que des nouvelles normes climatiques pourraient avoir sur le mode de production agricole et par conséquent sur le fragile équilibre économique des exploitations.

La profession restera toujours vigilante à l'impact économique des propositions afin de veiller à ne pas nuire à la compétitivité et la capacité productive des exploitations mais, au contraire, de rechercher les éventuelles opportunités. Nous souhaitons également que l'attention soit portée à la nécessaire cohérence entre les politiques menées à différents niveaux et les règles déjà mises en place.

Le groupe de l'agriculture a voté l'avis.